

Léon Deffontaines croit au grand retour de la gauche à Strasbourg !

Devant plus de 500 personnes, le mercredi 22 mai, Léon Deffontaines a tenu son troisième meeting national à Avion, dans le Pas-de-Calais.

Auréolé par sa participation au débat de la veille sur la chaîne LCI, où tout le monde s'accorde à dire qu'il s'est particulièrement montré brillant, la tête de liste « Gauche Unie pour le monde du travail » n'a pas eu de mal à emporter l'enthousiasme du public.

Efficacement entouré par ses colistiers, à commencer par le député du Nord et secrétaire national du PCF Fabien Roussel, Léon Deffontaines sait tenir des propos « clairs, argumentés et sans compromis », comme l'a rappelé la sénatrice Cathy Apourceau-Poly. Intervenant dans ce qu'il appelle lui-même la « citadelle rouge », il a été chaudement accueilli par le maire communiste Jean Létoquart qui a succédé à Jean-Marc Tellier lorsque ce dernier a repris en 2022 la 3e circonscription du Pas-de-Calais au Rassemblement national. Plus qu'un symbole.

Sur le Rassemblement national, qu'Emmanuel Maurel (3e sur la liste) mitraille du triple qualificatif « bonimenteur », « traficoteur »,

« arnaqueur », il assure qu'il ne laissera jamais l'extrême droite « détourner la juste colère des travailleurs français ». Jordan Bardella est pour lui un « faussaire social, larbin du patronat ».

Des élus défenseurs du service public

Concernant la défense du service public, le candidat communiste rend hommage aux élus locaux de sa famille politique qui se distinguent dans ce domaine. Récemment, les maires autour de la commune d'Avion se sont dressés pour le maintien des effectifs des bureaux de Poste. Il évoque aussi l'Éducation nationale et cite la numéro 2 de sa liste, Sigrid Girardin, co-secrétaire générale du Snuep FSU qui prendra le dossier en charge et rendra compte aux électeurs.

D'une manière générale, Léon Deffontaines s'applique à porter l'estocade contre les parlementaires européens actuels et élus en France : « Quand je vois les parlementaires français qui votent à Bruxelles, je pense qu'ils sont peu nombreux à croire qu'ils ont des comptes à rendre à leurs électeurs ». Lui, s'il est élu, s'engage à mettre en place des permanences en France pour rendre

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2466 – Jeudi 6 juin 2024

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024
REPRENONS LA MAIN
EN FRANCE ET EN EUROPE



LÉON DEFFONTAINES
AVEC FABIEN ROUSSEL

compte du travail qui sera fait à Strasbourg et à Bruxelles.

Avec fougue, il fustige les accords de libre-échange, comme celui signé avec la Nouvelle-Zélande ou le Ceta avec le Canada et réclame la souveraineté alimentaire. Il s'attaque au marché européen de l'électricité qui mène à une explosion des factures pour les particuliers comme pour les entreprises et plaide là encore pour un grand service public. Il tire sur Bruxelles qui ne met pas en place les protections nécessaires pour protéger le secteur industriel (le natif d'Amiens prend ici l'exemple de l'entreprise Metex actuellement dans la tourmente). Il réclame la « souveraineté démocratique » en rappelant encore l'humiliation subie après le

vote des Français contre le traité établissant une constitution pour l'Europe. Enfin, il dit son horreur pour les « va-t-en-guerre », en Europe ou en Palestine, et rappelle que la paix est un projet politique.

La gauche de demain

Avec une liste qui allie des candidats communistes, mais aussi des personnes de la Gauche républicaine et sociale (la GRS d'Emmanuel Maurel), de L'Engagement (le mouvement d'Arnaud Montebourg), et des Radicaux de gauche, le jeune candidat se dit persuadé d'être en capacité « de construire la gauche de demain et de faire notre grand retour au Parlement européen avec des élus qui bâtiront un nouvel avenir pour la France et l'Europe ». Une Europe hors du champ libéral et hors de l'Otan. »

À quelques jours du scrutin, Léon Deffontaines veut croire que sa liste atteindra les 5 % de vote et portera 5 candidats progressistes à Strasbourg. Dimanche 9 juin, on vote pour la liste « Gauche unie pour le monde du travail », menée par Léon Deffontaines !■

Remettons plus de trains sur les rails !

Les différentes interventions de la tribune et de la salle à la réunion publique de Tarbes le 30 mai auront montré que le ferroviaire public a de l'avenir mais que les politiques actuelles du gouvernement français et de l'Europe ne répondent pas à l'urgence des défis sociaux et environnementaux de notre temps à relever.



De gauche à droite : Pierre Lacaze, secrétaire départemental des cheminots CGT des Hautes Pyrénées, Jérôme Monamy, conseiller régional communiste d'Occitanie, Hervé Buffat, coordonnateur du collectif « Osons le train », Didier Le Reste, Président de la Convergence Nationale Rail (CNR).

Il y a de plus en plus de personnes et marchandises en circulation dans notre pays mais plus de 12.000km de voies ferrées ont été fermées. Il n'en reste plus que 31.000km en service.

Alors que le transport ferroviaire ne produit que 0,4% des émissions de gaz à effet de serre, c'est le développement du routier et de l'aérien, bien plus polluants, qui a été privilégié.

Depuis 2007, le transport routier a progressé de 37% avec une augmentation de 4 millions de camions sur nos routes. Et comme le dira Didier Le Reste, selon un rapport, la pollution coûte 100 milliards d'euros.

Le parlement européen quant à lui a voté dernièrement l'autorisation de la circulation de méga camions.

On marche sur la tête !

Les politiques libérales européennes, françaises avec l'ouverture à la concurrence produisent des dégâts considérables.

La société privée Railcoop par exemple qui a touché de l'argent public est liquidée au bout de cinq ans sans avoir fait circuler un train.

Des rames TGV restent à quai, des TGV sont arrêtés car les péages pour la circulation des trains sont trop chers.

Quand la construction d'un km de ligne par la SNCF coûtait un million d'euros, il en coûte trois millions aujourd'hui avec les groupes Bouygues, etc...

Le Président de la SNCF Jean-Pierre Farandou n'a-t-il pas dit que Vinci, propriétaire de la LGV

Tours-Bordeaux, facturait des péages exorbitants pour faire circuler des TGV ?

Un train de marchandises c'est cinquante camions en moins sur les routes, dira Pierre Lacaze de la CGT cheminots. La libéralisation du fret ferroviaire conduit à son déclin et va à l'encontre de la nécessaire transition écologique dans les transports.

Le syndicaliste cheminot Pierre Lacaze, comme d'autres, dira que l'attrait du transport par train grandit. Avec le prix des carburants, les bouchons dans les métropoles, il y a plus de monde dans les trains et certains voyagent debout faute de places. En Occitanie comme en Nouvelle-Aquitaine, il est observé plus de 20% de fréquentation.

En début de réunion, Hervé Buffat fit part des nombreuses initiatives du collectif « Osons le train » en faveur de la réouverture de la voie ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre. Ces actions conduisent à un renforcement du nombre d'adhérents au collectif, à une adhésion grandissante à un grand service public ferroviaire pour l'avenir de la ruralité.

Cela demande des investissements importants mais qui en retour sont utiles pour l'économie et le social.

Pour la secrétaire départementale de la CGT des Hautes-Pyrénées, c'est indispensable pour réindustrialiser le pays dans une démarche respectueuse de l'environnement.

Le retour du train en milieu rural permettra de ramener des services qui manquent cruellement, selon un autre intervenant.



Parmi les participants à la Bourse du travail, de nombreux militants communistes, cégétistes, cheminots, élus locaux qui pendant plus de deux heures ont débattu sur la nécessité de développer le transport ferroviaire fret et voyageurs et de rouvrir la ligne Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre.

Si aujourd'hui les déclarations en faveur du train-
ce qui est nouveau- sont nombreuses, elles ne
sont pas suivies d'effet pour le moment en France.
Certains pays remettent en cause l'ouverture à la
concurrence et reviennent au service public.

Ils résistent aux directives libérales européennes
et obtiennent de Bruxelles des financements que le
gouvernement français n'est pas capable d'obtenir
dira Jérôme Monamy, conseiller régional
communiste d'Occitanie.

Et de citer par exemple l'Espagne qui reçoit un
financement européen de 60% pour les LGV alors
que la France n'obtient que 20% pour la LGV
Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax.

**Il y a besoin de faire grandir le rapport de force
en faveur du ferroviaire pour obtenir des
avancées.**

Grace à une large mobilisation la voie ferrée
Montréjeau/Luchon, fermée il y a dix ans va rouvrir
au mois de mai 2025.

Les actions menées dans les départements 40-32-
65 produisent des bougés politiques au plus haut
niveau du moins dans les déclarations.

Ainsi le ministre des transports, Mr Patrice
Vergriette que nous avons interpellé, nous a
répondu le 10 avril 2024 : « *Il est essentiel que
chaque territoire dispose des offres de mobilité les
plus adaptées à ses besoins et contribue à la
transition écologique à son échelle* ». Et de
poursuivre : « *Le report modal vers des usages
plus respectueux de l'environnement sera le fil
directeur du volet mobilité du contrat de plan Etat-
Région (CPER)*

*Nouvelle Aquitaine pour la période 2023-2027 qui
est en cours d'élaboration. Il se déclinera très
prioritairement en faveur du transport ferroviaire.* »

Afin de passer sans tarder des paroles aux actes
concrets nous avons demandé une audience à la
Préfète des Landes et au Président du Conseil
Régional de Nouvelle-Aquitaine. La même
démarche a été faite également en Occitanie dans
les départements du Gers et des Hautes-
Pyrénées.

D'autre part, dans les Landes, il est prévu une
manifestation à la fin septembre pour mobiliser et
peser plus fortement en faveur de la remise en
service de la ligne ferrée Morcenx-la-Nouvelle/
Bagnères-de-Bigorre. ■

Christian Duprat

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt
vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Tartas

Que fume la papète !

Fête des 30 ans de la victoire de 1994 des Papetiers Tarusates

**Plus de 300 personnes y ont participé ce
samedi 1^{er} juin à partir de 18h00 au fronton Elie
Lacroix route de Rion à la sortie de Tartas sur
la commune de Bégaar.**

Après le mot d'accueil du secrétaire du CSE de la
Papète Mikael DUBOS, Guy DELMAS secrétaire
du CE à l'époque a fait une prise de parole basée
sur le thème des solidarités de l'époque des
salariés bien sûr, mais aussi de la population
environnante, du comité de soutien composé des
maires des alentours, des élus, des partis
politiques...

Il conclut son intervention par :

**« La solidarité est une conscience qui se
construit, et qui est bâtie sur des choses
concrètes. Les chemins de la solidarité ne se
décrètent pas, la solidarité s'apprend, se
pratique puis devient une culture à entretenir.**

**30 ans que la Papète est sortie de sa
condamnation à mort, 30 ans qu'elle crée :**

- ♦ **des richesses pour l'emploi (à ce jour 330
salariés et 1500 emplois induits)**
- ♦ **et aussi des ressources pour la
collectivité : taxes, redevances, impôts,
cotisations sociales, ... etc. »**

Puis Boris PLAZZI de la confédération CGT
(représentant Sophie BINET) est intervenu.

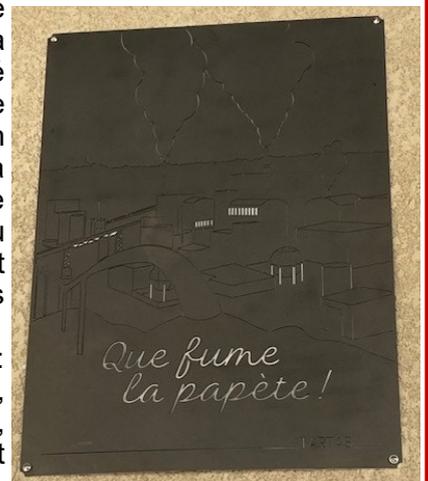
Le film reprenant des vidéos amateurs de l'époque
avec des commentaires et des interviews a
ensuite été projeté (durée 1h15). Moment prenant,
émouvant parfois, mais très fidèle au vécu des
participants de l'époque.

Paul BRACQ, le délégué syndical CGT de la
papète a ensuite réaffirmé la nécessaire lutte
syndicale qui continue et l'entretien sur le site de
cette forte culture syndicale garante de l'avenir.

Une plaque
commémorative a
ensuite été
dévoilée. Plaque
reprenant le slogan
« Que fume la
Papète » et posée
sur le mur du
bâtiment où est
indiqué « Les
travailleurs

reconnaisants » :
Elie LACROIX,
René FAURE,
Pierre TROC et
Christian CONTE.

Le bonheur des retrouvailles, les souvenirs de
cette lutte intense, se sont poursuivis en buvant à
la santé de la victoire suivie de réconforts
culinaires. ■



L'Assemblée nationale vote la prise en charge des soins liés au cancer du sein

« Ne plus avoir à choisir entre se soigner ou se nourrir. » Un pas important a été franchi jeudi 30 mai à l'Assemblée nationale avec le vote d'une Proposition de loi visant à une prise en charge des soins liés au cancer du sein, dans le cadre de la niche parlementaire du groupe de la Gauche républicaine et démocrate.

Porté par Fabien Roussel, avec Yannick Monnet, le texte répond à une immense attente, exprimée depuis longtemps par les malades, soutenues par les associations. Malgré le statut des affections longue durée, qui permet en théorie une prise en charge complète des traitements par l'Assurance maladie, de nombreuses dépenses sont en réalité assumées par les malades.

Ces « restes à charge », dont le niveau est variable, se chiffrent en centaines, voire en milliers d'euros. Une injustice flagrante à laquelle le texte voté jeudi soir, à une confortable majorité, a commencé à s'attaquer.

Ainsi, l'ensemble des participations forfaitaires, forfaits et franchises, souvent angoissantes pour les plus précaires, ne sont plus applicables, ce qui représente pour les patientes une économie de 100 euros par an. Autres avancées notables, la prise en charge intégrale des prothèses capillaires, quels que soient leur catégorie et le tarif, et le renouvellement des prothèses mammaires au bout de dix ans.

De manière plus large, l'ensemble des soins et des dispositifs prescrits, parmi lesquels les soins de support tels que l'activité physique adaptée, seront pris en charge intégralement, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. La liste sera définie par un décret, après consultation des associations de malades, d'aide aux victimes du cancer et des médecins.

Des progrès, donc, mais aussi une importante question encore en suspens, celle des dépassements d'honoraires pour des soins réalisés dans le privé, en l'absence d'offres accessibles dans le public. Les sommes peuvent être considérables, comme dans le cas d'une chirurgie de reconstruction après l'ablation d'un sein, facturée 5 000 euros, entièrement à la charge de la patiente. Supprimée par la commission des affaires sociales, la prise en charge intégrale des dépassements d'honoraires proposée dans le texte initial a laissé la place à une mission d'information, chargée de faire des propositions. « *J'appelle notre assemblée à y travailler et à trouver ensemble les réponses adaptées lors de la prochaine loi de finances de la Sécurité sociale* », a plaidé le rapporteur Fabien Roussel dans son intervention.

Le texte va désormais poursuivre son chemin au Sénat pour une adoption ardemment souhaitée par les 700 000 femmes concernées par le cancer du sein. ■

LE CAILLOU EN RÉVOLTE

Hnoresaluso ke'j omome/ Ha deko ijuka ne enetho/ Hue netitonelo kébo kaagu/ Ri nodedrane... (Soyons unis, devenons frères, Plus de violence ni de guerre. Marchons confiants et solidaires, Pour notre Pays) Extrait de «Hymne de la Nouvelle Calédonie». La Nouvelle-Calédonie a été découverte par James Cook en 1774 et les Anglais y ont fondé de petits comptoirs de commerce, en lien avec les populations kanak. Elle devient française par le Contre-Amiral Auguste Febvrier-Despointes, le 24 septembre 1853 sur ordre de Napoléon III avec le double projet d'établir un bagne où furent déportés notamment les Communards de 1871 et combattre le protestantisme dans le Pacifique. Ensemble d'îles et d'archipels faisant partie de la Mélanésie et de l'Océanie, elle est située en mer de Corail, dans l'océan Pacifique Sud. Superficie terrestre totale de 18575,5 km², dont son île principale, Grande Terre, longue de 400 km et large de 64 km. Capitale Nouméa, principale commune et seule grande ville de l'archipel. Avec les communes voisines de Païta, Dumbéa, Mont-Dore, elle compte 182341 habitants, soit les deux tiers des 271407 personnes peuplant l'archipel. Le territoire est administré sous le statut de collectivité française dont trois provinces ayant chacune le statut de collectivités territoriales de la République française. Région ultrapériphérique de l'Union Européenne elle ne fait donc pas partie de l'espace Schengen. Son statut institutionnel actuel lui reconnaît un degré d'autonomie et le droit à l'autodétermination, suivant un processus de décolonisation et de construction d'un destin commun entre le peuple autochtone Kanak qui représentent 41% de la population et les autres communautés de l'archipel tels les européens anciennement établis dits «Caldoches», les métis, les habitants d'origine polynésienne, métropolitaine ou asiatique. Elle est inscrite sur la liste des territoires non autonomes selon l'O.N.U et considérée comme non-décolonisée. Elle dispose de signes identitaires, aux côtés des emblèmes nationaux français. Territoire d'outre-mer (TOM), la Nouvelle-Calédonie obtient une assez forte autonomie en 1956, néanmoins réduite avec la Ve République car envisagée comme site d'essais nucléaires dès 1960. En parallèle, le Territoire connaît une croissance économique rapide grâce à l'exploitation du nickel (3ème producteur mondial), d'où de nouvelles vagues d'immigration. Entre 1969 et 1976, la population de l'île s'accroît de plus de 20%. L'urbanisation galopante à Nouméa et sa banlieue amène de grands travaux dont le barrage de Yaté et d'autres infrastructures importantes. Les années 1980 voient les tensions entre opposants et partisans de l'indépendance s'exacerber jusqu'à l'insurrection dont la prise d'otages d'Ouvéa réprimée dans le sang en 1988. Symbolisée par la poignée de main entre le loyaliste Jacques Lafleur (député et président fondateur du Rassemblement pour la Calédonie dans la République RPCR) et l'indépendantiste Jean-Marie Tjibaou (président unitaire du Front de libération nationale kanak et socialiste, FLNKS) une négociation s'engage pour aboutir aux accords de Matignon le 26/06/1988 prévoyant un statut transitoire de 10 ans devant se solder par un référendum pour ou contre l'indépendance. Se met alors en place une politique de rééquilibrage politique, économique, social et territorial en faveur des Kanaks. À la suite des 3 référendums qui ont tous rejeté l'indépendance, des négociations s'ouvrent à partir de 2022 sur l'établissement d'un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française. L'adoption à marche forcée du projet de loi qui remet en cause le processus de décolonisation issu des accords de Nouméa fait vaciller la paix civile. Il faut retirer le projet de loi de réforme constitutionnelle pour l'apaisement et la reprise du dialogue. Après l'adoption de la loi coloniale, l'État réprime la révolte dans le sang, tout en appelant hypocritement au dialogue. Jupiter est a las darréras (Jupiter est aux abois). ■

Roger La Mougne